

Finalement, ce qu'elles posent dans ce dispositif d'une Assemblée Gilet Jaune augmentée (elles en sont l'armée de réserve), c'est la question du contrôle de la production (la production de soin et d'hygiène ici) et de la responsabilité sur le travail.

Oui, les travailleuses sont en capacité de décider pour elles des fins et des moyens pour mener à bien leur activité ; pour bien faire leur travail sans qu'aucune subordination ne vienne les contraindre à l'arbitraire de la rentabilité ! Le cœur de la lutte de classe est le pouvoir sur le travail dans l'entreprise, et si on peut déplorer les ratonnades parlementaires subies par Ruffin, on ne peut que se réjouir qu'une telle réalité, celle du formalisme juridique creux, nous soit (dé)montrée au cinéma. Si nous devons tirer une leçon de ce film, c'est que seule l'autonomie de notre classe à diriger des affaires pourra convaincre, par la contrainte instituante de nos institutions, ces gens qui assassinent avec leurs armes : *les lois au profit du marché concurrentiel des monopoles.*

Oui, les travailleuses sont en capacité de décider pour elles des fins et des moyens pour mener à bien leur activité

L'ouvrage qui fait l'objet de la note qui suit s'inscrit dans la continuité de cette archive sonore et visuelle s'intéressant plus aux conditions matérielles d'existence *des femmes qui tiennent la campagne*, qu'au nécessaire et cependant insuffisant travail institutionnel d'un député à la fois obstiné et terriblement isolé au sein même de son propre camp. Malade d'une Assemblée nationale ne retranscrivant dans ces lois aucune des aspirations populaires dont elle se targue pourtant d'être la caisse de résonance, le député ne trouvera de quoi se soigner de la sécession (et cécité) de la plupart de ses collègues qu'auprès de ces femmes tenant loin d'elles deux maladies de notre temps : l'opportunisme et le volontarisme abstrait.

La rédaction

<https://notrecondition.fr>

notrecondition@gmail.com

NOTRE CONDITION

Revue Participative
pour l'Emancipation du Travail
Scientifique et Culturel

Ces femmes debout qui font la France à venir

De *Debout les Femmes* à *Ces femmes qui tiennent la campagne*, les travailleuses du lien comme avant-garde de la volonté collective

Le film *Debout les Femmes* de François Ruffin (2020) nous avait mis en vrac : nous sommes sortis de la séance pris d'émotions contradictoires. Entre stupéfaction et colère face à la violence d'un quotidien laborieux outragé, entre crainte et fierté d'appartenir au même camp social que ces guerrières de l'utilité sociale, nous avons été pris dans la chaleur d'un rapport particulier au temps et à l'espace. Sans doute qu'il est rare de voir s'ajuster des images aussi simples aux aspérités d'une réalité sociale aussi méconnue.

Le documentaire retrace le courageux mais désespérant travail parlementaire du député insoumis pour améliorer les conditions de faisabilité des métiers de ces travailleuses du lien (aides soignantes et agents de service hospitalier, auxiliaires de vie sociale et aides à domicile, assistantes maternelles et auxiliaires de puériculture, femmes de ménage aussi). Il s'agit d'un document important puisque, sous la forme d'une enquête de terrain dont la finalité parlementaire ne masque rien du réel, il nous confronte à la vie admirable et tenace du prolétariat des premières et secondes lignes qui, durant le confinement, ont montré que la production de soin et d'hygiène est ce qui fait tenir la société. Dans la France des sous-préfectures, des ronds-points et des pavillons où les maux sociaux sont exacerbés (coût du carburant, services publics en

berne, chômage, artisanat et petites boutiques bouffées par la concurrence des monopoles installées dans les zones industrielles...), elles sont celles qui font tout pour briser la solitude et la détresse des mis au ban de l'appareil productif : les retraités, les invalides, les malades. Elles sont les gardiennes de la flamme de l'empathie d'une *cit* qui n'en fait qu'un moyen de manager des équipes en vue d'éviter le *burn-out* des salariés et d'assurer la rentabilité des groupes. Sans pitié, ni charité ou misérabilisme, elles œuvrent pour s'occuper de l'Autre et se trouvent au cœur de l'inversion des valeurs que la bourgeoisie nous impose par son monopole sur le travail. Ce monde où l'actionnaire parasite ne créant que les moyens de sa reproduction vaut plus que le travailleur qui contribue au bien commun.

Elles sont les gardiennes de la flamme de l'empathie d'une cité qui n'en fait qu'un moyen de manager des équipes en vue d'éviter le burn-out des salariés et d'assurer la rentabilité des groupes

Gratifiées de salaires de misère (on entend par là des salaires de 600 à 1100 €) ne prenant pas en compte le temps de travail fractionné des déplacements d'un patient à l'autre, ces travailleuses sont mises sous pression. Une concurrence acharnée entre boîtes du soin se partageant des parts de marché les soumettent à des cadences infernales, puisqu'aucune affectation par zone n'est permise du fait d'une organisation anarchique de la répartition du travail sur le territoire. Victimes d'accidents et d'invalidités sévères après des années passées à avoir soulevé des patients plus lourds qu'elles-mêmes, dans le rush d'un *timing* serré (15 à 30 minutes par patients) pour garantir des prestations à l'acte sans aucun conventionnement (on pourrait imaginer le même que celui lié à l'Assurance Maladie pour les soins déambulatoires et dont les médecins traitant jouissent heureusement, les sortant de la précarité du marché de l'emploi), elles sont pourtant conscientes de leur force et actrices des transformations sociales en cours.

Ainsi, pour conjurer le désespoir d'un député ne parvenant pas à faire reconnaître la pénibilité de ces métiers (il ne gagnera que sur un mot à l'issue d'un vote : *dignité*), encore moins à augmenter les salaires de ces femmes dans une Assemblée nationale peuplée de rentiers, de spéculateurs, d'héritiers et de multi-propriétaires, le documentaire finit sur l'exercice fantasmé (et prémonitoire) de l'usage d'un parlement alternatif (peut-être pensé par le cinéaste derrière la caméra, Gilles Perret, ayant également travaillé sur *La Sociale* ou *J'veux du Soleil*) : celui du prolétariat des coulisses

géographiques de la France et des couloirs des grandes officines du pouvoir bourgeois (les femmes de ménage du parlement y sont conviées, mais également celles des hôtels). Dans ce havre de souveraineté qui ne donne à Ruffin qu'une place honorifique de figurant, elles légifèrent pour elles, délibèrent pour elles, affirment pour elles, chantent pour elles, mais surtout ensemble. Car c'est ensemble qu'elles parviennent à recouvrer, dans la douleur de leurs témoignages, la dignité perdue. C'est en faisant ensemble qu'elles reprennent confiance en leur parole individuelle. Le mythe du développement personnel est balayé par l'acte de cohésion collectif qu'elles inaugurent à travers une cérémonie cathartique affirmant la puissance de leur parole. Acte initiatique, cérémonie de l'âge du citoyen-producteur responsable où s'expérimente et se met en musique une autonomie de classe malmenée, bafouée, vilipendée, refusée, confisquée.

Ces travailleuses ont bien le pouvoir de créer du lien par leur travail domestique, dans le lieu – le *chez soi* dirait Mona Chollet – de cette intimité matérielle qui constitue le socle de nos existences

D'un travail atomisé où elles ne font que se croiser, ces figures presque allégoriques en image cheminent pourtant vers une totalité visible et concrète. Intelligentes, indépendantes et déterminées, mais poussées à la reconversion par la vie épuisante et sans reconnaissance (les applaudissements aux fenêtres n'y feront rien) que leurs conditions de travail façonnent, elles ont le sens de ce qui devrait fonder le Contrat Social. Celui qui rend possible la souveraineté populaire et que l'on souhaite à nos semblables. Le titre de l'article aurait très bien pu être « Les femmes debout qui font la France *déjà-là* ». Un *déjà-là* de la contribution collective désintéressée qu'il nous faut constater au quotidien et accueillir dans ses surgissements ; un *déjà-là* comme processus esquissant une nouvelle architecture sociale à déployer sur tout le territoire. Un *déjà-là*, aussi, capable d'unir les femmes et les hommes avant tout divisés par la division du travail capitaliste ne reconnaissant que ce qui profite au capital, et ses représentations psychiques. Ces travailleuses ont bien le pouvoir de créer du lien par leur travail domestique, dans le lieu – le *chez soi* dirait Mona Chollet – de cette intimité matérielle qui constitue le socle de nos existences.